**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 février 2011

CP 11/02-19

L'an deux mil onze, le 21 février à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Étaient présents : MM. Empociello, Cambon, Massip, Moignard, Viguié, Mouchard, Roset, Astruc, Astoul et Bénech ;

Étaient excusés : MM. Gonzalez et Roger.

**MODIFICATION DE LA CONVENTION INTERVENUE
AVEC L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
(UDAF)**

Par délibération en date du 14 janvier 1993, l'Assemblée Départementale, après avis de la 5ème Commission avait approuvé le principe de la passation d'une convention avec l'Union Départementale des Associations Familiales (U.D.A.F.) pour la gestion des biens des mineurs et donné délégation à la Commission Permanente pour approuver la convention à intervenir.

En effet, conformément à l'article 411 du Code Civil, sur les charges tutélaires à la minorité, le Juge des Tutelles défère la tutelle, lorsqu'elle est vacante, au Président du Conseil Général.

Ainsi, lors de sa séance du 15 Mars 1993, la commission permanente avait approuvé les termes de la convention à intervenir avec l'Union Départementale des Associations Familiales pour la gestion des mesures de tutelle aux biens de mineurs et avait autorisé Monsieur le Président du Conseil Général à signer au nom du département cette convention.

Ce dispositif s'est révélé très utile, en particulier sur des dossiers nécessitant de nombreuses requêtes judiciaires liées à des héritages mais aussi à des traumatismes physiques non stabilisés concernant des mineurs bénéficiant d'une tutelle aux biens.

Le nombre de tutelles fluctue depuis sept ans entre 21 et 60 mesures par an, étant précisé qu'actuellement nous avons 31 mesures.

Le financement est assuré, à ce jour, selon les termes de la convention initiale, par référence à celui des tutelles et curatelles d'Etat fixé annuellement par arrêté ministériel (article 3 de la convention).

Or, la réforme de la protection juridique des majeurs (loi du 5 mars 2007, décret d'application n° 2008-1553 et arrêté du 31 décembre 2008), a mis fin à la spécificité du mode de financement des tutelles et curatelles de l'Etat.

Après étude des diverses possibilités de financement et en accord avec l'UDAF, je vous propose désormais d'appliquer pour chaque mineur le tarif mensuel forfaitaire, fixé par arrêté du 31 décembre 2008 et mentionné à l'article R 472-8 du Code d'Action Sociale et de la Famille qui peut être étendu aux mineurs et arrête la rémunération à 9,7 fois le montant brut horaire du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

La mise en place de ce nouveau dispositif serait plus en adéquation avec la législation actuelle et engagerait une dépense moindre pour le Département. Ainsi, pour l'année 2009, l'application de ce nouveau tarif aurait engendré un appel de fonds annuel de 30 666,24 € contre effectivement un montant de 36 389,97 € payé.

Compte-tenu de ce qui précède, je vous demanderais de bien vouloir délibérer.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération de l'Assemblée du 14 janvier 1993, approuvant le principe de la passation d'une convention avec l'Union Départementale des Associations Familiales (U.D.A.F.) pour la gestion des biens des mineurs et donnant délégation à la Commission Permanente pour approuver la convention à intervenir,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Prend acte que la réforme de la protection juridique des majeurs (loi du 5 mars 2007, décret d'application n° 2008-1553 et arrêté du 31 décembre 2008), a mis fin à la spécificité du mode de financement des tutelles et curatelles de l'Etat ;
- Décide d'appliquer pour chaque mineur le tarif mensuel forfaitaire, fixé par arrêté du 31 décembre 2008 et mentionné à l'article R 472-8 du Code d'Action Sociale et de la Famille qui peut être étendu aux mineurs et arrête la rémunération à 9,7 fois le montant brut horaire du SMIC au 1er janvier de l'année en cours ;
- Approuve à cet effet les nouveaux termes de la convention à intervenir avec l'UDAF au 1er janvier 2011 ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la nouvelle convention à intervenir avec l'UDAF étant précisé que la dépense correspondante est imputée à l'article 6558, sous-fonction 51 du Budget Départemental.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,